

Termes de Référence.

The Hunger Project logo, featuring the text "The Hunger Project." in white serif font on a dark blue square background.

27 mars 2026

Mission : Étude sur les opportunités économiques, les moteurs et les aspirations des femmes et des jeunes dans les pôles d'autonomie au Sénégal

Type de contrat : Mission de conseil

À propos de The Hunger Project

The Hunger Project (THP) est une organisation mondiale fondée il y a 40 ans aux États-Unis par John Denver et un groupe d'amis, dont la mission est d'éradiquer la faim et la pauvreté. L'un de ses principes fondamentaux est la décentralisation : agir au niveau où l'action peut être gérée de manière efficace. Aujourd'hui, les directeurs des 13 pays où THP est présent déterminent en collaboration les stratégies, les plans annuels et les allocations budgétaires. Au total, plus de 425 collaborateurs travaillent dans 21 bureaux à travers le monde.

Nos programmes reposent sur une approche innovante et holistique, qui permet aux communautés vivant dans des zones rurales et isolées à devenir les acteurs de leur propre développement. En nous attaquant aux causes profondes, structurelles et interdépendantes de la faim et de la pauvreté, nous aidons les communautés à progresser vers une vie saine et autonome.

Le contexte

Au Sénégal, The Hunger Project a, à ce jour, aidé dix épïcètres à atteindre l'autonomie grâce à son modèle de développement communautaire. Dans les zones couvertes par les épïcètres ou pôles communautaires qui regroupent entre 10 000 à 15 000 habitants, de nombreux membres ont lancé de nouvelles activités génératrices de revenus ou renforcé celles déjà existantes améliorant ainsi la sécurité de leurs revenus.

Cependant, les femmes et les jeunes continuent de faire face à des contraintes spécifiques. Celles-ci incluent un accès limité au crédit, aux actifs et aux marchés. A cela s'ajoute la faible participation aux instances de décision ; la restriction à des possibilités de formation ; des préjugés liés au genre et à l'âge ; et des réseaux existants limités qui continuent d'exister à des degrés divers dans les épïcètres autonomes. Par ailleurs, il existe des facteurs et des aspirations spécifiques qui encouragent ou empêchent les jeunes de saisir les opportunités économiques au sein de leur foyer. **Des données scientifiques supplémentaires sont nécessaires à ce sujet afin de garantir que les nouvelles interventions économiques proposées soient en adéquation avec ces facteurs et ces aspirations.**

Objectif de l'étude

Notre approche de développement communautaire repose sur le modèle des épïcètres, mis en œuvre à travers toute l'Afrique subsaharienne depuis plus de quatre décennies. Un épïcètre est un centre dynamique de mobilisation et d'action communautaires, et dans certains cas, une infrastructure physique construite pour les membres de la communauté. Grâce cette stratégie, entre 5 000 et 15 000 personnes issues de plusieurs localités rurales, sont généralement regroupées, ce qui confère à ces villages un poids plus important auprès des autorités locales qu'un village isolé, tout en renforçant la capacité de la communauté à mobiliser et gérer leurs ressources de manière concertée. L'Epïcètre constitue un véritable point de convergence où la motivation, l'énergie et le leadership des populations vont de concert avec les ressources des autorités locales et des organisations non gouvernementales. Cette approche accorde une priorité importante aux femmes et rassemble des membres de la communauté issus de milieux socio-économiques, culturels et religieux différents afin qu'ils travaillent ensemble pour tracer la voie vers une autonomie durable, en transférant le pouvoir aux petits producteurs et en favorisant le développement communautaire et la cohésion sociale.

THP accompagne les communautés sur une période de 5 à 8 ans, durant laquelle les neuf domaines thématiques clés s'alignant sur les interventions gouvernementales et les Objectifs de développement durable sont développés : 1) leadership et gouvernance, 2) égalité des sexes, 3) eau et assainissement, 4) alphabétisation et éducation (des adultes), 5) nutrition et sécurité alimentaire, 6) santé, 7) génération de revenus, 8) agriculture productive et 9) résilience climatique. En outre, THP contribue à la réalisation d'infrastructures visant à mieux répondre aux besoins humains fondamentaux tout en collaborant avec les membres de la communauté et les autorités locales. Ces infrastructures vont d'une banque alimentaire à des systèmes d'irrigation, en passant par un dispensaire en fonction des besoins. Pour les femmes et les jeunes en particulier, l'accès aux services de base est vital. Il leur permet de renforcer leurs capacités de gagner en confiance afin de s'impliquer davantage dans le processus de prise de décision. À terme, ce processus constitue un levier promotionnel de l'équité et la justice sociale.

En 2026, la stratégie des épïcètres aura été développée, mise en œuvre et testée par des experts africains dans des zones rurales reculées, touchant plus de 2 173 communautés (2 millions de personnes) dans 9 pays africains différents. Quarante-dix Épïcètres (1 462 communautés) ont déjà atteint une autonomie durable (après avoir bénéficié d'environ huit ans de soutien de la part de THP), touchant ainsi 1,4 million de personnes. Les autres sont en bonne voie d'atteindre cette autonomie.

Ces résultats se traduisent par une réduction de la pauvreté (à moins de 1 %), une diversification des sources de revenus et une dynamique entrepreneuriale portée par de nombreuses femmes. Toutefois, malgré ces avancées, les opportunités économiques offertes aux jeunes restent encore limitées au sein des épïcètres.

Consciente de cet enjeu, THP ambitionne d'y apporter des réponses adaptées, en s'appuyant sur une approche de recherche-action, afin de mieux comprendre les contraintes et les aspirations des jeunes et de concevoir des solutions économiques plus inclusives et durables.

L'objectif général de l'étude est donc de fournir une perspective orientée vers l'action en identifiant, analysant et hiérarchisant les opportunités économiques les plus réalistes et à fort impact pour les femmes et les jeunes (âgés de 15 à 35 ans) au sein des épïcètres autonomes. En outre, l'étude doit évaluer explicitement les principales opportunités et contraintes économiques au sein de chaque épïcètre afin de déterminer comment la communauté, ou certains groupes spécifiques au sein de ceux-ci, peuvent être reliés aux marchés et aux chaînes de valeur existants de manière à permettre une génération de revenus durable et inclusive. Les résultats doivent déboucher sur des actions concrètes, réalisables et mesurables à court et moyen terme.

Objectifs de recherche spécifiques

1) Analyse de la participation économique des femmes

Réaliser une analyse de genre exhaustive dans chaque épïcètre afin de comprendre la participation économique actuelle des femmes, y compris les activités de subsistance formelles et informelles, les niveaux de revenus et les fourchettes de revenus, ainsi que les principaux obstacles et facteurs favorables influençant leur engagement (par exemple, l'accès aux actifs, au financement, aux marchés, à la mobilité, l'emploi du temps, les normes sociales et le pouvoir de décision).

2) Aspirations des jeunes, facteurs déterminants et dynamiques migratoires

Réaliser une analyse approfondie des jeunes dans chaque épïcètre, en explorant leurs aspirations, leurs intérêts et leurs motivations liés à la génération de revenus. L'analyse doit rendre compte des facteurs économiques et non économiques qui influencent les décisions de rester, de s'engager localement ou de migrer.

3) Opportunités et contraintes économiques pour les jeunes

Recenser les opportunités de revenus viables pour les jeunes au sein des économies locales et des chaînes de valeur existantes, et identifier les obstacles structurels, sociaux et économiques qui limitent leur participation, leur progression ou leur intégration effective aux marchés existants.

4) Évaluation des structures et des écosystèmes locaux

Analyser comment les structures existantes des épïcètres — notamment les organisations, les groupes, les réseaux, les systèmes de gouvernance et les prestataires de services — peuvent soutenir ou renforcer les activités économiques des femmes et des jeunes, en tenant compte de l'inclusivité, des capacités et des dynamiques de pouvoir.

5) Parcours intégrés et recommandations prioritaires

Sur la base des analyses ci-dessus, identifier des voies réalistes pour accroître les revenus, l'indépendance économique et la participation des femmes et des jeunes, y compris des voies qui relient la communauté, ou des groupes cibles spécifiques au sein de celle-ci, aux marchés et aux chaînes de valeur existants. Élaborer des recommandations concrètes et prioritaires pour chaque épïcètre, en combinant des solutions rapides et évolutives et des opportunités à moyen terme. Les recommandations doivent tenir compte de la demande du marché, des risques de saturation, de la faisabilité économique et sociale, des conditions préalables requises, des hypothèses et des risques potentiels.

6) Identification des partenaires de mise en œuvre

Examinez quelles organisations locales — y compris les initiatives menées par des jeunes, le cas échéant — et quels autres acteurs au sein de l'écosystème sont les mieux placés pour soutenir la mise en œuvre des recommandations proposées.

Hypothèses de recherche :

- Le renforcement des activités économiques (collectives) est un moyen potentiel d'augmenter les revenus, l'autonomie économique et le pouvoir de négociation des femmes au sein des épïcètres.
- Les jeunes (âgés de 15 à 35 ans) qui ont un accès plus facile aux marchés, au capital et aux actifs sont plus susceptibles de générer des revenus stables, ce qui contribue à lutter contre la migration.
- Les structures et réseaux existants au sein d'Épicentre facilitent l'accès rapide des femmes et des jeunes à de nouvelles opportunités économiques, à condition que les conditions préalables (capital, formation pratique, accès au marché) soient réunies.
- Les goulots d'étranglement identifiés dans les chaînes de valeur limitent le potentiel économique des femmes et des jeunes, mais peuvent être éliminés à court terme grâce à des interventions ciblées.

Portée des travaux

Nous prévoyons un contrat de neuf à douze semaines au cours duquel le consultant mènera des recherches dans six des neuf épïcètres autonomes. Cela correspondra à deux épïcètres par zone économique (Ouest, Centre, Périphérie) au Sénégal.

Portée géographique

- Épïcètre de Coki (région de Louga)
- Épïcètre de Dodel (région de Saint-Louis, Podor)
- Épïcètre de Dinguiraye (région de Diourbel, Bambey)
- Épïcètre de Ndereppe (région de Diourbel, Bambey)
- Épïcètre de Namarel (région de Saint-Louis, Podor)
- Épïcètre de Diokoul (région de Louga, Kébémér)

Questions de recherche proposées (cette liste peut être complétée par le consultant)

A. Femmes – Participation économique, contraintes et opportunités

Activités actuelles, revenus et autonomie

- Quelles activités de subsistance les femmes exercent-elles actuellement (formelles/informelles), et quelle est leur importance en termes de génération de revenus, de saisonnalité et de contrôle sur les gains ?
- Dans quelle mesure les femmes influencent-elles les décisions économiques (investissement, tarification, dépenses), et comment cette participation affecte-t-elle leur autonomie et leur pouvoir de négociation au sein des ménages ou des groupes ?

- Quel est le niveau de maîtrise des outils et plateformes numériques (réseaux sociaux, paiements mobiles, commerce électronique, gestion en ligne) chez les femmes, et dans quelle mesure cette maîtrise influence-t-elle leurs revenus, leur visibilité et leur accès aux opportunités économiques ?

Obstacles et facteurs favorables

- Quelles sont les principales contraintes qui limitent la participation ou la croissance économique des femmes (accès au capital, à la terre/aux intrants, aux marchés, à la mobilité, charge de travail, garde d'enfants, sécurité, normes sociales, information, réseaux) ?
- Parmi ces obstacles, lesquels sont de nature structurelle et lesquels sont spécifiques au contexte de certains épices ?
- Quels sont les obstacles spécifiques à l'utilisation ou à l'adoption des outils numériques (connectivité, coût, compétences techniques, méfiance, contraintes socioculturelles) ?

Dynamique du marché et de la chaîne de valeur

- Quelles activités existantes présentent un potentiel de croissance réaliste sans saturer les marchés locaux (production, transformation, commerce, services) ?
- Où se situent les principaux goulots d'étranglement dans la chaîne de valeur (pouvoir de fixation des prix, stockage, normes de qualité, transport, agrégation, relations avec les acheteurs) ?
- Quels exemples d'initiatives numériques réussies démontrent un impact positif sur l'entrepreneuriat féminin dans le même contexte ?

Faisabilité et voies d'action (alimentant les recommandations)

- Quelles voies évolutives ou « faciles à mettre en œuvre » pourraient accroître les revenus et l'autonomie des femmes dans un délai de 6 à 24 mois ?
- Quelles conditions préalables seraient nécessaires (action collective, accès au financement, solutions de garde d'enfants, logistique, inclusion numérique ou financière) ?
- Quelles stratégies contribueraient à garantir l'intégration à long terme des technologies numériques dans les pratiques entrepreneuriales locales (formation continue, mentorat, partenariats public-privé, création de pôles numériques communautaires) ?

B. Les jeunes – Aspirations, motivations et parcours économiques viables

Aspirations et motivations

- Qu'est-ce que les jeunes considèrent comme un mode de vie souhaitable ou un « bel avenir », et comment le statut social, l'indépendance, le mode de vie et les attentes sociales façonnent-ils leurs choix ?
- Quels facteurs économiques et non économiques influencent les décisions de rester, de faire la navette ou de migrer (perspectives de revenus, ennui, services, connectivité, pression des pairs, risques climatiques, sécurité, obligations familiales) ?

Engagement actuel et points d'entrée

- Dans quelles activités génératrices de revenus les jeunes sont-ils actuellement impliqués, et comment accèdent-ils généralement à ces rôles (réseaux familiaux, apprentissages informels, initiatives collectives, travail saisonnier) ?
- Quelles opportunités leur semblent significatives ou attrayantes — et pourquoi ?
- Cartographie des opportunités au sein des économies locales
- Quels secteurs ou chaînes de valeur offrent des débouchés réalistes pour les jeunes (commerce/services, chaînes de valeur agricoles, logistique, réparation, agrégation, micro-activités numériques, moyens de subsistance saisonniers ou hybrides) ?
- Quels parcours concrets permettent aux jeunes de lancer ou de développer des activités sans passer par une formation professionnelle formelle ?
- Quel est le niveau de maîtrise des outils et plateformes numériques (réseaux sociaux, paiements mobiles, commerce électronique, gestion en ligne) chez les jeunes, et dans quelle mesure cette maîtrise influence-t-elle leurs revenus, leur visibilité et leur accès aux opportunités économiques ?
- Quels exemples d'initiatives numériques réussies démontrent un impact positif sur l'entrepreneuriat des jeunes dans ce même contexte ?

Contraintes et risques

- Quels obstacles empêchent les jeunes de s'engager (capital, outils/actifs, terres, espace de travail, réseaux, mobilité, normes, réglementations, aversion au risque) ?
- Quels sont les risques associés aux investissements axés sur les jeunes (endettement, mainmise des élites, exclusion des jeunes femmes, conflits sociaux, attentes irréalistes) ?
- Quels sont les obstacles spécifiques à l'utilisation ou à l'adoption des outils numériques (connectivité, coût, compétences techniques, méfiance, contraintes socioculturelles) ?

Mécanismes de soutien potentiels (à hiérarchiser ultérieurement)

- Quels mécanismes facilitateurs semblent les plus prometteurs dans ce contexte (accès au marché, modèles de fonds de roulement, partage des actifs, approches coopératives, pratiques entrepreneuriales de base, réseaux de pairs) ?
- Quelles stratégies contribueraient à garantir l'intégration à long terme des technologies numériques dans les pratiques entrepreneuriales locales (formation continue, mentorat, partenariats public-privé, création de pôles numériques communautaires) ?

C. Les épïcètres en tant qu'écosystèmes économiques et catalyseurs

Structures et état de préparation

- Comment les structures existantes des épïcètres (groupes, gouvernance, structures d'épargne, réseaux) soutiennent-elles ou limitent-elles actuellement la participation économique des femmes et des jeunes ?
- Quels épïcètres semblent « prêts sur le plan économique » pour étendre leurs interventions, et lesquels nécessitent un renforcement des conditions fondamentales (organisation, confiance, liens avec le marché, systèmes financiers) ?

Dynamiques de pouvoir et inclusion

- Qui contrôle les structures locales et les espaces de prise de décision ? Qui est exclu (jeunes femmes, ménages les plus pauvres, migrants, groupes minoritaires) ?
- Comment les normes locales ou les dynamiques de leadership influencent-elles la participation aux initiatives économiques ?

Acteurs de l'écosystème local

- Qui sont les principaux acteurs qui façonnent les opportunités économiques locales (commerçants, groupes de producteurs, transporteurs, municipalités, acteurs de la microfinance, réseaux de la diaspora) ?
- Quels partenariats ou alliances pourraient, de manière réaliste, renforcer la mise en œuvre ?

Points d'entrée et tendances comparatives

- Quels sont les points d'entrée les plus logiques pour les interventions économiques par épïcètre ou par région ?
- Quelles organisations locales ou entités privées opèrent dans et/ou à proximité des épïcètres, et sont capables de relier efficacement les femmes et les jeunes aux marchés locaux ? Quels sont leurs antécédents en matière de mise en relation réussie des petits agriculteurs et des entrepreneurs avec les marchés (locaux) ?
- Quelles parties de la communauté, ou quels groupes cibles spécifiques, sont les mieux placés pour être reliés aux marchés et aux chaînes de valeur existants, et dans quelles conditions ces liens pourraient-ils déboucher sur une génération de revenus durables ?
- Quelles tendances se dégagent dans les différents épïcètres en ce qui concerne les obstacles, les opportunités et les niveaux de préparation ?

Méthodologie (indicative, axée sur la pratique)

L'évaluation utilisera une approche mixte, combinant la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives. Les soumissionnaires sont tenus de proposer une méthodologie détaillée dans leurs propositions techniques. Toutefois, l'approche doit s'aligner sur les orientations et principes suivants :

- Réaliser une analyse documentaire ciblée des documents de projet, des rapports d'évaluation, des statistiques gouvernementales, des données démographiques et d'autres documents pertinents.

- Des méthodologies quantitatives, telles que des enquêtes auprès des ménages ou des enquêtes individuelles, des instantanés d'entreprises, l'évaluation de la chaîne de valeur et l'analyse comparative des données.
- Méthodologies qualitatives, notamment la conception et la conduite d'entretiens avec des informateurs clés ou de discussions de groupes de réflexion avec THP Sénégal et des OSC, ainsi qu'avec des parties prenantes clés, telles que les autorités locales, les femmes et les jeunes.

L'étude devrait couvrir les six épacentres identifiés et consistera en six analyses spécifiques à chaque épacentre, ainsi qu'en une analyse globale des tendances couvrant les neuf zones dans lesquelles THP Sénégal opère.

Principes directeurs

- ✓ Axées sur l'action et la faisabilité
- ✓ Participative et inclusive, des méthodologies spécifiques adaptées aux jeunes sont attendues
- ✓ Accent mis sur l'impact à court et moyen terme

Principaux résultats attendus

Résultat	Contenu	Date de livraison
Rapport de lancement	À remettre environ deux semaines après la signature du contrat. Ce rapport présentera la méthodologie affinée et le plan de travail du chercheur, y compris le budget. Il doit inclure : la conception et la justification de l'évaluation, les outils de collecte de données (projets de guides d'entretien, questionnaires d'enquête, etc.), une matrice d'évaluation détaillée reliant les questions aux sources de données, un plan d'échantillonnage axé sur les principales parties prenantes (qui doit inclure des méthodes spécifiques pour les groupes de jeunes) et les épacentres prioritaires, ainsi qu'un calendrier pour le travail de terrain. Le rapport de lancement abordera également les éventuelles limites ou les ajustements nécessaires au plan. L'évaluateur ne commencera la collecte de données qu'après approbation du rapport de lancement.	Avril 2026
Certificats d'approbation éthique	Le chercheur devra obtenir une lettre d'approbation du comité d'éthique compétent, si nécessaire, et prévoir un budget approprié à cet effet.	Avril/mai 2026
Recherche sur le terrain	Début de la recherche sur le terrain.	Mai 2026
Atelier de validation	Réunion de validation de la recherche, à organiser immédiatement après la fin du travail sur le terrain. L'évaluateur présentera les premiers résultats, les tendances qui se dessinent et toute recommandation préliminaire aux principales parties prenantes lors d'une réunion de débriefing ou d'un atelier. L'objectif est de valider les résultats, de combler les lacunes et de garantir l'exactitude des faits. Les commentaires issus de cette session devront être intégrés à la phase de rédaction du rapport. Livrable : présentation PowerPoint ou résumé des résultats préliminaires à partager avant le débriefing.	Fin mai/début juin 2026
Projet de rapport d'évaluation	Projet de rapport pour examen et approbation. Le rapport doit répondre à toutes les questions et critères d'évaluation en s'appuyant sur des données factuelles, et inclure des recommandations pratiques. THP examinera le projet et fournira des commentaires, en mettant l'accent sur les corrections factuelles, les clarifications nécessaires et la conformité aux attentes.	Mi-juin 2026
Rapport d'évaluation final	Un rapport d'évaluation consolidé comprenant un résumé clair par pays ainsi que les conclusions générales, y compris les implications et les recommandations issues de l'évaluation	Fin juin 2026
Présentation PowerPoint	Résumer les conclusions du rapport d'évaluation	Fin juin 2026

Compétences et qualifications

- Être titulaire d'au moins un diplôme universitaire, de préférence en économie, en développement rural, en sciences sociales ou dans un domaine connexe ;
- Avoir au moins 5 à 7 ans d'expérience professionnelle dans la réalisation d'études ou d'évaluations, idéalement en lien avec le développement économique local ;
- Avoir une expérience avérée dans la conduite de recherches auprès des jeunes, avec une bonne compréhension de leurs dynamiques, de leurs aspirations et de leurs contraintes ;
- Avoir une expérience avérée dans l'évaluation de programmes générateurs de revenus/de moyens de subsistance ;
- Justifier d'une expérience dans la réalisation d'analyses de marché et/ou de chaînes de valeur ;
- Une expérience avérée dans la conduite de recherches en milieu rural isolé constitue un atout majeur ;
- Solides compétences en matière de collecte, d'analyse et de recherche de données quantitatives et qualitatives, y compris des méthodes et compétences statistiques utilisant SPSS ou STATA ;
- Avoir fait ses preuves ou s'engager en faveur de pratiques inclusives, garantissant une participation significative des femmes et des jeunes tout au long du processus d'évaluation ;
- Posséder d'excellentes compétences en rédaction et en communication ;
- Solides compétences en matière d'animation et de coordination ;
- Capacité avérée à travailler de manière autonome ;
- Démontrer d'excellentes aptitudes relationnelles et de travail en équipe, un sens aigu de l'initiative et une grande fiabilité ;
- Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et le français à l'oral comme à l'écrit.
- Vous devez adhérer aux [principes de THP](#) et les respecter.

La présence de jeunes chercheurs (moins de 35 ans) au sein de l'équipe est fortement encouragée afin de faciliter l'interaction avec les jeunes bénéficiaires.

Rémunération

Le budget s'élève à 13,700 EUR. Le consultant est chargé de financer tous les aspects de la mission à partir de ce budget, y compris, mais sans s'y limiter, le temps de travail du personnel, les déplacements, le recrutement et la rémunération des collecteurs de données, la traduction et la transcription. Le barème de paiement prévu par le contrat sera le suivant :

- 30 % à la signature du contrat
- 30 % à l'acceptation du rapport de démarrage
- 40 % à l'acceptation du rapport final

Le consultant doit soumettre une proposition technique et financière complète. La proposition financière doit présenter un budget global détaillé comprenant une ventilation précise des différents postes de dépenses ainsi que les taxes et obligations fiscales applicables.

Processus de sélection

Les entreprises/sociétés/consultants intéressés doivent soumettre les documents/informations suivants pour démontrer leurs qualifications :

- **Proposition technique** : une réponse détaillée au présent cahier des charges, comprenant la méthodologie et l'approche proposées pour mener l'évaluation ; un plan de travail, un calendrier et un budget. Tous les candidats sont tenus de décrire dans leur proposition comment ils respecteront les normes éthiques et la protection de l'enfance tout au long du processus de collecte de données. Plus précisément, le ou les consultants doivent exposer comment ils garantiront une participation sûre, appropriée et inclusive pour toutes les parties prenantes, en accordant une attention particulière aux besoins des jeunes. En outre, la proposition doit détailler les mesures qui seront prises pour préserver la confidentialité et l'anonymat des participants.
- **Proposition financière** : Elle doit détailler le niveau d'effort requis pour tous les consultants et collecteurs de données, en précisant les tarifs journaliers, les frais de déplacement de tous les membres de l'équipe et les coûts liés aux ateliers de validation. La proposition doit expliquer clairement comment le budget total a été calculé et rendre compte des dépenses sur place.
- **Preuves de travaux similaires réalisés par le passé** : Doit fournir un aperçu concis du consultant ou de l'agence, en mettant en avant l'expérience récente la plus pertinente pour la mission. CV des principaux membres de l'équipe du projet. Veuillez fournir deux rapports récents rédigés par le consultant principal et deux lettres de référence issues de missions comparables.
- **Tous les documents juridiques et d'enregistrement nécessaires**

Le contrat sera attribué à l'offre présentant le meilleur rapport qualité-prix, ainsi que la meilleure compréhension du cahier des charges, l'expérience spécifique du ou des consultants, le calendrier et le plan de travail, ainsi que la réputation et la crédibilité.

Veillez envoyer votre candidature à la fois à Alassane Pouye (Responsable pays - The Hunger Project Sénégal) senegal@thp.org et à Mieke Bakx (Impact Broker – The Hunger Project Pays-Bas) mieke@thehungerproject.nl **avant le 24 avril.**

Les candidats présélectionnés seront contactés par e-mail et passeront un entretien lors de la première phase.

Les demandes commerciales ou les offres d'emploi ne sont pas appréciées ni acceptées concernant ce poste vacant.